PENSER, AGIR AUTREMENT EN DÉMOCRATIE
& INVENTER UN FUTUR DÉSIRABLE POUR TOUS

le pacte civique

>> Compte rendu suivi de réunion

Compte Rendu de réunion avec le 1er Ministre

Jean-Marc Ayrault

30 avril 2013 – 16h30/17h30

1 - Contexte

Date : Rendez-vous prévu le 30 avril de 16h30 à 17h30 à Matignon, organisé par Jean-Baptiste de Foucauld.

Délégation du Pacte civique : Jacqueline Louiche (JL), Jean-Baptiste de Foucauld (JBF), Patrick Viveret (PV), Pierre Guilhaume (PG), Bénédicte Fumey (BF).

Début de la réunion effective à 16h55 en raison d'une communication de dernière minute du PREMIER MINISTRE avec Bruxelles.

Présence de 2 collaborateurs : Christophe Devys, conseiller de Jean-Marc Ayrault chargé des questions sociales et Matthieu ANGOTTI, chargé de mission sur les questions de pauvreté et d'inclusion sociale, dans l'équipe de Christophe Devys.

2 - Introduction

L'objectif principal de notre réunion était de rappeler l'importance du rôle de la société civile en tant que force créatrice de solutions pour sortir de la crise et de l'importance de sa participation active dans la bonne marche de notre pays (démocratie active, d'implication et participative)

Plan de l'entretien :

- Situation et bilan du pacte civique
- Notre appréciation de la politique gouvernementale
- Présentation des propositions pour de nouveaux chantiers (x5)
- Libre discussion avec le 1er ministre

3 - Situation et bilan du pacte civique

JBF a parcouru la note de travail qu'il lui avait fait parvenir ci jointe

Peu d'échanges pendant les 2 premières parties qui ont duré au total approximativement 20 minutes.

Sur le 1er mai, le PREMIER MINISTRE a posé des questions sur les associations ayant contribué à l'organiser, soulignant ainsi sa forte préoccupation par rapport à l'emploi et au chômage.

4 – Notre appréciation de la politique gouvernementale

JBF a déroulé très rapidement cette partie, devant un Premier Ministre nullement étonné et plutôt approbateur.

⇨ Le PREMIER MINISTRE a semblé acquiescer lorsque JBF lui a mentionné que le pacte avait été déçu qu'aucune concertation n'ait été organisée avec la société civile pour toutes les réformes concernant l'économie et la finance (fiscalité, pacte de compétitivité et loi bancaire).

⇨ Le PREMIER MINISTRE a reconnu la faiblesse de la pédagogie de son gouvernement tout en expliquant la difficulté de cet exercice : les médias contribuent très peu à cela (ils préfèrent souligner ce qui ne marche pas que les initiatives faisant sens et porteuses d'avenir) et il est très difficile d'avoir de bonnes émissions politiques, sauf tard le soir. Le gouvernement n'a plus (comme au temps de Pierre Mendès-France) la possibilité de communiquer comme il l'entend à travers les médias.

5 - Présentation des propositions pour cinq nouveaux chantiers

En prévision d'une proposition plus globale présentée ultérieurement par PV, JBF a indiqué la nécessité, à la fin de leur énoncé, de trouver comment passer de ces mesures ponctuelles à une démarche d'ensemble.

Chacune des personnes de la délégation a ensuite présenté ses propositions :

a- **JBF : future loi sur la famille**

Dans la prolongation des critiques adressées au gouvernement sur le « mariage pour tous ». Pas de commentaire particulier.

b- **PG : réforme fiscale**

⇨ Le PREMIER MINISTRE a commenté le fait que la question fiscale était difficilement partageable avec les citoyens, car peu apprécient de payer l'impôt et la justice fiscale est vécue différemment par chacun d'entre nous.

⇨ Il a expliqué que le citoyen français, riche d'une vieille culture et histoire, ne réagissait parfois pas comme on pourrait s'y attendre (exemple du mariage pour tous, provoquant une réaction qui a surpris le gouvernement) et que la fiscalité était un sujet à haute tension.

⇨ Pour montrer la complexité du sujet, LE PREMIER MINISTRE a pris l'exemple de la fiscalité du patrimoine : il serait souhaitable d'assurer plus de justice, d'équité et de redistribution des richesses par l'impôt, et d'éviter que des héritiers pendant plusieurs générations puissent vivre sans contribuer à la création et à la circulation de richesses pour le pays. Mais un tel projet s'avèrerait très lourd. Le Gouvernement a conscience de la difficulté de trouver le juste milieu en termes de justice.

⇨ PV a suggéré un changement de regard sur la fiscalité, comme il l'a théorisé sur la richesse ; par exemple en comptabilisant en crédit le temps passé en faveur de la collectivité.

⇨ Le PREMIER MINISTRE ressent bien tous ces besoins de changer de regard, mais il craint les blocages, une défiance généralisée. Il pense, par exemple, qu'une fiscalité écologique qui apparaîtrait punitive serait rejetée par la société. Selon lui, ce n'est pas l'État qui peut prendre l'initiative de telles innovations.

c- JL : l'éducation populaire et citoyenne

⇨ Pas de commentaires particuliers du PREMIER MINISTRE sur le sujet.

d- BF : l'emploi, la politique des temps de vie et des temps choisis

⇨ Au moment des chiffres sur le chômage, il a acquiescé tristement

⇨ JB et PV ont ajouté quelques commentaires, rappelant que ces critères viendraient enrichir les démarches déjà lancées sur le thème de l'emploi en abordant de façon systémique le sujet (PV a mentionné que le temps passé par un citoyen en bénévolat pour créer de la valeur sociétale pourrait lui être payé en « nouvelle monnaie temps », ce que le PREMIER MINISTRE a acquiescé).

e- PV : la démocratie participative, démarche « Dinet »

⇨ PV a rebondi sur la proposition faite par Michel Dinet, président du Conseil Général de Meurthe et Moselle, en rappelant l'importance de la concertation citoyenne afin qu'une démocratie dynamique puisse être effective, d'autant plus que nous vivons un temps de crises et de mutation. Les propositions top down ne fonctionnent pas. LE PREMIER MINISTRE ne voyait pas bien à quoi mène la proposition Dinet.

⇨ Puis PV a enchaîné sur notre idée finale de proposer un grand « Grenelle de la mutation sociétale » qu'il a intitulé « conférence décentralisée créativité – justice », permettant de mobiliser les forces vives du pays, en faisant remonter toute la créativité de la société, dans un processus ascendant accompagné par l'état.

f- Conclusion

Le PREMIER MINISTRE s'est montré très attentif aux différentes présentations. Il a souligné combien la France, pays très politisé et difficile à gouverner, possédait des richesses incroyables parmi ses citoyens ; il était le 29 avril en visite dans une toute petite intercommunalité de l'Ariège, et il a été encore surpris par l'ingéniosité et le courage des citoyens qui ont crée un centre de soins afin de remédier au désert médical.

6 - Libre discussion

30 minutes environ ont été utilisées en libre discussion autour des idées reprises par le PREMIER MINISTRE.

Il s'est montré très intéressé par notre proposition de conférence créativité – justice ; nous avons réfléchi ensemble à sa faisabilité.

Quelques remarques : il souhaite :

⇨ que l'initiative ne vienne pas du Gouvernement (l'opposition aurait beau jeu de dire que le Gouvernement ne sachant plus que faire, se repose sur les associations pour s'en sortir) ; par contre il est tout à fait d'accord pour soutenir cette initiative qui lui semble faire sens en cette période de grande difficulté et de profonde mutation

⇨ que la vision globale des mutations sociétales soit bien présentée et au cœur de la proposition – des initiatives éparses sont déjà présentes partout en France mais, faute d'une vision fédératrice, elles ne sont pas remarquées et perçues comme faisant sens

⇨ que le Pacte Civique ne soit pas seule association organisatrice même s'il reste le leader qui a donné l'impulsion ; que le PC fédère tous les réseaux associatifs.

Brainstorming sur les soutiens gouvernementaux :

- ⇨ Le CESE pourrait assurer la maîtrise d'œuvre du projet et centraliser l'ensemble des éléments recueillis dans tout le pays
- ⇨ Les conférences seraient décentralisées sur la France entière (au niveau des régions ?)
- ⇨ Les CESE régionaux pourraient assurer la logistique et l'animation
- ⇨ Une méthode précise doit être mise en place

7 - Conclusion

- ⇨ Un excellent rendez vous où le PREMIER MINISTRE a fait preuve d'une très grande écoute, et s'est montré très sensible aux notions d'emplois, d'ouverture à la société civile, de démocratie participative
- ⇨ Le PREMIER MINISTRE attend de notre part un cahier des charges précis concernant l'organisation de cette conférence décentralisée « créativité – justice ».
- ⇨ Réunion terminée à 17h55